

**Au Président de la République Française M. François Hollande, au Conseil de l'Europe et au  
Parlement Européen**

Au nom de tous les ukrainiens qui ont eu le courage de sortir dans la rue pour revendiquer leurs droits constitutionnels et civiques au risque de représailles déployés effectivement par le Gouvernement ukrainien ;

Au nom de tous les ukrainiens et leurs compatriotes résidant en France et dans le monde entier ;

Nous adressons cette pétition à l'attention de tous les citoyens, les politiques et les autorités européens afin qu'ils soutiennent le peuple ukrainien dans sa revendication du choix de progresser sur le rapprochement avec l'Europe, dans le but de la lutte contre la corruption, la dictature et le despotisme du pouvoir, dans leur lutte pour l'indépendance, la liberté d'expression et la démocratie.

Le 21 Novembre 2013, le Cabinet des Ministres de l'Ukraine a adopté la résolution de suspendre le processus de préparation de la signature de l'Accord d'Association avec l'Union Européenne. Il prévoyait les réformes qui auraient permis de lutter efficacement contre la corruption et les systèmes frauduleux employés par le pouvoir actuel.

Le Président de l'Ukraine et le parti au pouvoir ont massivement pillé le budget de l'État, trompé le peuple et démontré à maintes reprises leur attitude arrogante envers lui. Ils ne remplissent pas leurs fonctions.

Dans ce contexte, l'abandon de la signature de l'Accord d'Association avec l'Union Européenne a été le point culminant dans la trahison des intérêts de la nation. En se réunissant de manière pacifique pour manifester, le peuple ukrainien a démontré son attachement aux valeurs démocratiques, dans les conditions d'un face-à-face difficile avec le pouvoir qui ne dédaigne pas d'employer des méthodes issues du milieu criminel.

Dans la nuit du vendredi au samedi le 30 Novembre 2013 à 4h du matin, la police et les forces spéciales anti-émeute « Berkut » ont violemment dispersé les manifestants pacifiques, majoritairement les étudiants.

Le 1 décembre 2013 les attaques sanglantes et fascistes se sont reproduites devant l'Administration du Président. Plusieurs dizaines de victimes y compris les journalistes ukrainiens, étrangers et les médecins bénévoles ont été constatées. Par la suite, les tribunaux ont condamnés et emprisonnés certains d'entre eux sans aucune preuve valable. Les autorités ne se sont officiellement pas prononcées, à aucun moment, sur ces violences alors qu'elles en sont à l'origine.

Ainsi, ces derniers jours nous avons pu constater la violation manifeste des droits et des libertés fondamentales des citoyens ukrainiens, notamment, en tant que ceux protégés par la Convention des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales :

Article 9 – Liberté de pensée, de conscience et de religion ;

Article 10 – Liberté d'expression ;

Article 11 – Liberté de réunion et d'association.

Nous luttons contre cela, mais pour obtenir une victoire, nous avons besoin de l'aide de la France, du

Conseil de l'Europe, de l'Union Européenne. Sans votre aide ce mouvement risque d'être réprimé par la force. Le peuple ukrainien a besoin de votre soutien dans sa lutte pour un avenir meilleur. Un avenir sans ce Président criminel, sans son Gouvernement de marionnettes manipulées, sans une police qui attaque violemment ses concitoyens, sans ces juges dont les décisions sont dictées par des hors la loi.

Ainsi, nous demandons votre soutien à l'Ukraine dans sa démarche :

- De changer de manière légale du Gouvernement actuel et d'avoir des élections anticipées démocratiques du Président et du Parlement ;
- De traduire en justice les décideurs du pouvoir actuel concernant les manifestes violations de Droits de l'Homme et d'abus du pouvoir commises récemment ;
- De condamner les donneurs d'ordre et les exécuteurs des attaques violentes commises à l'encontre des journalistes ukrainiens et étrangers ;
- D'exiger une enquête indépendante concernant les personnes condamnées durant cette période de répression et, en cas de confirmation d'abus de pouvoir à leur encontre, la libération de ces prisonniers politiques ;
- D'intervenir si d'autres actes cruels et illégaux similaires seraient commis à l'encontre du peuple par les autorités ukrainiennes.

Nous demandons des sanctions particulières contre le Président Yanoukovich, les membres du Cabinet des Ministres de l'Ukraine, notamment M. Azarov ainsi que les membres de leurs familles:

- L'interdiction d'entrer dans l'Union Européenne ;
- Le gel de leurs comptes bancaires personnels ainsi que ceux des sociétés qui leur sont affiliées.

Nous vous demandons ainsi de déployer des actions concrètes pour condamner les violences perpétrées contre les manifestants de « l'EuroMaidan » à Kiev, tous ceux qui sont impliqués dans cette attaque fasciste doivent être sanctionnés.

Avec respect et espoir,

Le peuple d'Ukraine.